

## Arabie saoudite : mais qui soutient l'irrésistible et de plus en plus brutale ascension du jeune prince héritier ?



Mohammed Bin Salman, jeune prince héritier et nouvel homme fort de l'Arabie, poursuit son ascension, sur fond de répression de ses opposants.

Avec David Rigoulet-Roze

**Atlantico : Alors que les rumeurs d'abdication du roi Salman continuent d'être diffusées au sein du Royaume, l'ascension qui semble irrésistible de son jeune fils, Mohammed ben Salman se réalise sur fond de répression de ses potentiels opposants. Dans le cadre de cette succession « hors de convention », que sait-on des soutiens à Mohammed ben Salman? Le prince héritier dispose-t-il de soutiens étrangers dans cette phase de préparation à la prise de pouvoir?**

David Rigoulet-Roze : Son premier soutien, et non des moindres, c'est d'abord et avant tout celui de son père, le roi Salman bin Salman bin Abdulaziz Al Saoud, un des sept fils appartenant au surnommé « clan des sept » *Chakik* ou « frères germains » - soit à la fois de même père et de même mère. De ce « clan des Sept » faisaient également partie « feu » le roi Fahd décédé en août 2005, ainsi que ceux qui ne furent que « princes héritiers » faute d'avoir pu accéder au trône, à savoir « feu » le prince Sultan décédé le 21 octobre 2011 et « feu » le prince Nayef décédé le 16 juin 2012 - enfantés par la princesse Hassa bint Ahmad Al Soudayri, 6<sup>ème</sup> épouse et longtemps la favorite du roi fondateur Abdulaziz bin Abdul Rahman passé à la postérité sous le nom d'Ibn Saoud[2]. Avec Salman bin Salman bin Abdulaziz Al Saoud, c'est donc encore un membre de ce « clan des sept », un temps lui-même « prince héritier » et qui accède au trône le 23 janvier 2015, à la fin de l'intermède royal non-Soudayri constitué par le règne de « feu » le roi Abdallah entre le 1<sup>er</sup> août 2005 et le 23 janvier 2015. Et c'est ce même Salman bin Abdulaziz Al Saoud, aujourd'hui âgé de 82 ans et que l'on dit très malade, et qui, dès son accession au trône a propulsé son fils préféré, le prince Salman bin Salman bin Abdulaziz Al Saoud - enfanté par l'une de ses cinq épouses Fahda bint Falah al Hitlayn al Ajmi -, sur le devant la scène dynastique[3]. Le soutien indéfectible de son père lui a permis de concentrer un nombre important de pouvoirs extrêmement variés, à la fois sécuritaires et économiques et de placer des « hommes-liges » pour assurer toujours davantage sa position.

Le jeune et très ambitieux prince Mohammed bin Salman bin Abdulaziz Al Saoud, trentenaire impatient, passe de manière parfois contradictoire pour suractif ou impatient, voire impulsif, selon ses laudateurs ou ses détracteurs. Nombre de critiques formulées à son encontre sont alimentées par le fait qu'il est parvenu à cumuler en un temps record plusieurs casquettes aux attributions parfois très éloignées, d'où son surnom ambigu de *Mister everything*. Dès l'avènement de son père le 23 janvier 2015, il était nommé ministre de la Défense, donc en charge des défis sécuritaires extérieurs, notamment vis-à-vis de l'Iran chiite - débouchant sur le lancement quelque peu aventureux de la guerre au Yémen -, en même temps que Président d'un Conseil des Affaires économiques et du Développement (CAED), tout en étant déjà chef du cabinet royal. Le 29 avril 2015, un décret royal propulsait ledit « MBS » à la fois «

vice-Prince héritier » (VPH), devenant alors second en ligne dans la succession après la nomination simultanée du prince quinquagénaire Mohammed bin Nayef bin Abdulaziz Al Saoud, - le *Mister Security* du royaume très apprécié de la CIA, déjà ministre de l'Intérieur et président d'un Conseil des Affaires politiques et sécuritaires (CAPS) et par ailleurs cousin germain du premier - comme Prince héritier (PH)[4], en même temps que second vice-Premier ministre derrière le même « MBN » *de facto* vice-Premier ministre en titre. Quelques jours plus tard, le 2 mai 2015, « MBS » devenait en outre, toujours par la grâce royale de son père, Président d'un tout nouveau « Conseil suprême » chargé de superviser les activités de la compagnie pétrolière publique *Aramco SDABO.UL*[5], la première compagnie pétrolière mondiale (dont les « réserves prouvées » sont estimées à quelque 270 milliards de barils, soit entre un quart et un cinquième du total mondial, représentant environ une décennie de production et un septennat d'exportation, mais aussi une capitalisation boursière potentielle à quelque 3.400 milliards de dollars, soit dix fois plus que celle d'*Exxon-Mobil*, deux fois plus que la capitalisation boursière d'*Apple* et d'*Alphabet* (maison-mère de *Google* et du fonds d'investissement *Berkshire Hathaway* de Warren Buffet réunis)[6].

D'autres nominations devaient intervenir avec la quarantaine de décrets royaux édictés le 22 avril 2017 par le roi Salman. Ainsi, le frère cadet de Mohammed bin Salman, Khaled bin Salman, ancien pilote de chasse de F-15 de la *Royal Saudi Airforce*, se retrouvait nommé ambassadeur aux Etats-Unis, poste stratégique s'il en est par son accès direct au président Donald Trump, en remplacement du Prince Abdullah bin Faisal bin Turki Al Saoud, membre d'un clan rival. Un demi-frère de Mohammed, ou « frère consanguin » - c'est-à-dire né du même père, mais né *Akh minal ab* (« d'une mère différente ») - le prince Abdulaziz bin Salman, l'un des fils de l'ancienne favorite du roi Salman, Sultana bin Turki al Soudayri, était nommé ministre d'Etat aux Affaires énergétiques pour tutélariser Khaled Al Faleh, ancien directeur du Conseil d'administration de la *Saudi Aramco* (entre 2009 et 2015) en poste depuis le 7 mai 2016 à la tête d'un super-ministère de l'Energie, de l'Industrie et des Ressources minières[7]. Un autre membre de la famille proche de « MBS », son neveu le jeune prince Ahmed bin Fahd bin Salman Al Saoud *via* un « frère consanguin », était quant à lui nommé gouverneur-adjoint de la province orientale d'*ach-Charqiya*, éminemment ultra-sensible car riche en pétrole mais également peuplée de la minorité chiite au sein du royaume wahhabite. Le gouverneur de cette province se trouve être Saoud bin Nayef, soit le propre frère de Mohammed bin Nayef dit « MBN » et ancien chef de cabinet d'Abdallah (entre novembre 2011 et janvier 2013) lorsque ce dernier n'était encore que « Prince héritier ». La nomination du prince Ahmed bin Fahd bin Salman Al Saoud en tant que gouverneur-adjoint était en soi un manière de resserrer l'étau autour de celui qui était désormais un « Prince héritier » en sursis. Des dizaines d'autres membres de la famille royale proches de « MBS », obtenaient des postes importants, ce qui permettait d'accroître encore l'emprise de ce dernier sur celle-ci.

Vinrent enfin des décrets sur l'armée et la sécurité intérieure. Le chef de l'armée, un professionnel de carrière, le lieutenant-général Eid al-Shalwi, se retrouvait limogé et remplacé par son adjoint, le prince Fahd bin Turki Al Saoud au poste de commandant des forces terrestres. Mais le décret-clé qui permettait de saper, à terme, le pouvoir de « MBN », visait à créer un « Centre pour la sécurité nationale », sous la direction de Mohammed bin Saleh al-Ghofaili en qualité de « Conseiller à la Sécurité nationale », une sorte de *Situation Room* ayant vocation à coordonner toutes les actions des différents services de sécurité et de renseignement sous l'autorité directe du cabinet royal. Cette nouvelle structure apparaissait d'emblée comme un rival direct du ministère de l'Intérieur. Le fait que le nouvel organe relevait directement de la cour royale était en soi significatif, car « MBS » en prenait *de facto* le contrôle.

Le dernier acte de cette scénographie « saudologique » s'est joué le 21 juin 2017. Le parachèvement de la monopolisation progressive et irresistible du pouvoir par « MBS » est intervenue avec le décret royal du souverain Salman conférant le titre de « Prince héritier » (PH) au jeune trentenaire « MBS », au détriment du quinquagénaire « MBN » lequel aurait été placé, selon des rumeurs insistantes, en résidence surveillée[8], tout juste après une cérémonie d'allégeance (*bayah*) ostensiblement orchestrée au palais *as-Safa* de La Mecque au profit du nouveau « prince héritier » (PH) bien qu'avec moult manifestations de déférence comme il se doit. Une révolution de palais avait tout d'un coup d'Etat dans le cadre du système dynastique saoudien puisqu'on aurait forcé la main de « MBN » en prétextant une prétendue addiction pharmacologique susceptible d'altérer ses prises de décisions, laquelle addiction aurait été le résultat d'une prise constante de médicaments destinée à minorer les souffrances induites par les blessures causées par une tentative d'attentat-kamikaze à laquelle il avait miraculeusement échappé le 28 août 2009 mais qui lui avait laissé des séquelles irréversibles.

Moins d'un mois après la mise à l'écart de « MBN », de nouveaux décrets du roi Salman finalisaient cette prise de pouvoir inédite. Le roi Salman d'Arabie décrétait ainsi la fusion des services de renseignement intérieurs (*al Mabahith al Amma*) dirigé par Khaled bin Abdallah Al-Hamidani - depuis sa nomination en janvier 2015 en remplacement du prince Khaled bin Bandar bin Abdulaziz Al Saud, premier petit-fils du roi fondateur - ainsi que de lutte antiterroriste et ce, au sein d'un nouvel organe centralisé, quelques semaines seulement après la mise à l'écart de l'ancien ministre de l'Intérieur et prince héritier Mohamed ben Nayef. Etait désigné comme directeur de cette nouvelle agence de sûreté de l'Etat, Abdulaziz bin Mohammed al Howairini, avec rang de ministre et devant rendre compte directement au roi en sa qualité de président du Conseil des ministres et donc indirectement au nouveau « prince héritier », *de jure* vice-premier ministre. Cette décision retire d'importantes prérogatives qui étaient attribuées jusque-là au ministère de l'Intérieur, longtemps dirigé par « MBN » avant son remplacement le 21 juin précédent par le jeune prince Abdulaziz bin Saoud bin Nayef Al-Saoud qui saura rester sous la supervision de son oncle par alliance, le nouveau « prince héritier », l'omnipotent « MBS »[9]. La création de cette nouvelle agence de sécurité était justifiée par la nécessité de « maintenir le plus haut degré de réactivité face aux récents développements » (*i.e.* la permanence du risque terroriste). Dans la même série de décrets, le roi Salmane limogeait également le chef de la Garde royale, le général Hamad al-Awhaly, en nommant le général Suheil al-Mutiri pour lui succéder à la tête de ce corps en charge de sa garde rapprochée. Enfin, était nommé Mohammed bin Abdallah al-Kuwaiz pour diriger la Bourse saoudienne, avec rang de ministre en plus de ses fonctions de chef de l'agence d'investissement dans le royaume chargé de la mise en oeuvre du vaste programme de réformes économiques décliné par « MBS » dans son emblématique Plan *Vision du royaume d'Arabie saoudite 2030*, présenté dès le 25 avril 2016. Un plan de réformes à l'affichage économique et sociétal « libéral » résolument ambitieux compte tenu des archaïsmes de la société saoudienne. « MBS » espère ainsi rallier à son profit le soutien d'une certaine jeunesse saoudienne[10] en mal de respiration, ainsi que celui des femmes considérées *de jure* comme « mineures » et ne pouvant donc se déplacer sans un *mahram* (tuteur masculin, père, mari ou frère). Incontestablement, le jeune trentenaire « MBS »

surjoue de ce tropisme « jeuniste » voire « féministe », en cautionnant à la fois le développement d'une culture de loisirs et de divertissement[11] et la promotion d'une place renouvelée de la femme saoudienne sur le plan économique et sociétal.

Certaines des réformes prônées notamment pour le marché du travail touchent à toute l'architecture de la société et heurtent des conservatismes très puissants. Comme le principe de la *sadd al-zhara'i* (« barrage des moyens ») supposée éviter toute *fasad* (« corruption »), c'est-à-dire une stricte ségrégation sexuelle - surveillée par les *muttawayin* de la *hay'a*[12]- évidemment problématique sur le marché du travail, toutes choses malgré tout qui pourraient hypothéquer la réussite dudit programme. « Nous croyons que les femmes ont des droits dans l'islam[13] qu'elles ont encore à obtenir », avait confié, le 21 avril 2016, le Prince MBS à *Bloomberg*[14], pour ajouter aussitôt dans une autre interview, en date du 26 avril, que la société saoudienne n'est pas prête à autoriser les femmes à conduire ». Le 24 septembre 2017, des centaines de femmes ont pu prendre place dans le stade *King Fahd* à Riyad, à l'occasion de la célébration de la 87<sup>ème</sup> fête nationale du royaume d'Arabie saoudite, laquelle a donné lieu à des concerts et des feux d'artifice. Jusqu'ici, les femmes n'étaient pas admises dans les stades en application de la règle de séparation entre les sexes dans les espaces publics. Une première inédite en la matière. Dans le même esprit, c'est sans doute à l'initiative de « MBS » que son père le roi Salman a signé, le 26 septembre 2017, un décret autorisant la délivrance de permis de conduire « indifféremment aux hommes et aux femmes ». Le décret ordonne la formation d'un organe ministériel consultatif, dont l'avis sera rendu dans les 30 jours et précise que la mesure devrait entrer en vigueur d'ici juin 2018.

A l'extérieur, ces velléités réformatrices auraient en tout cas reçu le soutien appuyé du « prince héritier » d'Abu Dhabi des Emirats Arabes Unis, le quinquagénaire Mohamed bin Zayed al Nahyane dit « MBZ ». Passé par l'académie militaire royale de Sandhurst au Royaume-Uni, et du fait de son expérience notamment en tant que ministre de la Défense des Emirats Arabes Unis, il fait un peu figure de mentor de « MBS », lequel entretient avec ce dernier une relation privilégiée même si elle est parfois empreinte d'un sentiment d'infériorité. Outre les réformes économiques, Mohamed bin Zayed al Nahyane pousserait notamment l'autre Mohammed sur le plan intérieur à entreprendre des réformes économiques nécessaires, en libéralisant le secteur productif, et sociétales en bridant l'omniprésence wahhabite au sein du royaume, ainsi que sur le plan extérieur à être résolument plus pro-actif - « MBZ » ne serait ainsi pas pour rien dans la stratégie de mise au ban du Qatar stigmatisé pour son tropisme « frériste » début juin 2017 -, et même à se rapprocher d'Israël afin s'attirer les bonnes grâces de Washington. « MBZ » aurait d'ailleurs promis d'ouvrir un canal de communication direct avec Washington au profit du jeune « MBS » qu'il voudrait voir accéder au trône rapidement à Riyad après l'éviction attendue de « MBN » qu'il n'avait jamais porté dans son cœur et ce, d'autant moins que « MBN » avait été réticent à l'engagement militaire au Yémen initié par « MBS » en mars 2015 ainsi qu'à l'isolement programmé du Qatar de l'émir Tamim avec lequel « MBN » entretenait une relation privilégiée. Ce dernier le lui rendait bien puisque « MBZ » avait un jour comparé son père « feu » le prince Nayef bin Abdulaziz al Saoud à un « singe ». Un mois avant l'investiture de Donald Trump, « MBZ » se serait discrètement rendu à New York pour rencontrer le cercle très restreint des conseillers de Donald Trump[15], à savoir Michael Flynn, éphémère conseiller à la sécurité nationale poussé à la démission le 13 février 2017 pour ses liens suspects avec Moscou, son gendre et conseiller Jared Kushner avec lequel « MBS » entretient depuis une relation étroite, ainsi que Stephen Bannon quant à lui mis de côté le 18 août dernier.

Mohammed bin Salman fut reçu en tant que « Vice-prince héritier », dès le 14 mars 2017, à la Maison Blanche par le nouveau président Donald Trump. Les deux hommes s'étaient retrouvés dans le Bureau ovale en présence notamment du vice-président américain Mike Pence et du nouveau conseiller à la sécurité nationale H.R. McMaster.

Et lorsque James Mattis, le secrétaire américain à la Défense, effectua une visite à Riyad le 19 avril 2017, il contra le roi Salman et « MBS », ministre de la Défense en titre. Mais Mohammed bin Nayef, l'ancien homme de confiance de Washington dans le royaume, avait déjà disparu de la scène des *decision-makers* saoudiens[16]. James Mattis apprendra par la suite une fois de retour aux Etats-Unis son limogeage du poste de « prince héritier » (PH), au profit du jeune « MBS » ce qui n'était pas forcément pour déplaire au président Donald Trump toujours méfiant vis-à-vis des relais traditionnels de l'*establishment* washingtonien dans le royaume saoudien. En *off*, un responsable de l'Administration avait relayé le message suivant par rapport au limogeage de Mohammed bin Nayef et à la promotion de « MBS » au titre de Prince héritier : « Le gouvernement des Etats-Unis a cherché à ne pas intervenir ou à être considéré comme intervenant dans une affaire interne aussi délicate. Nous avons un grand respect pour le roi, le prince Mohammed bin Nayef et le prince Mohammed bin Salman et nous avons constamment souligné notre désir de maintenir la coopération avec le Royaume d'Arabie Saoudite et son leadership. Ce message a été communiqué à tous les niveaux de gouvernement »[17].

Il est en tout cas significatif que le premier voyage effectué par le nouveau président américain à l'étranger s'est justement effectué le 20 et 21 mai 2017, non pas comme il est de coutume au Canada ou au Mexique, mais en Arabie saoudite. Une manière d'adouber le jeune impétrant « MBS » qui n'était encore que « Vice prince héritier » (VPH). Le courant serait immédiatement passé entre les deux hommes qui, à certains égards et par-delà leur différence d'âge pourtant non négligeable puisque le président américain est septuagénaire, se ressemblent par leur caractère à la fois imprévisible et déstabilisateur. *Ceteris paribus*, « MBS » aurait un côté « trumpiste » dans sa manière d'être. Ce déplacement à Riyad avait donné lieu à la conclusion de mirifiques contrats à la fois militaires et civils pour un montant de quelque 380 milliards de dollars dont près de 110 milliards rien qu'en contrats d'armements. Au grand dam de la France d'ailleurs, victime d'avoir succombé aux mirages du désert en la matière.

### **Que sait-on de la position des Etats-Unis concernant Mohammed bin Salman ? Quels sont les enjeux de cette succession pour Washington ?**

Tout dépend de qui l'on parle, s'il s'agit de l'*Establishment* de Washington, voire du *deep state* (« état profond ») américain, ou de l'entourage direct du président Donald Trump. Avec l'impression chaotique qui prévaut au sein de l'Administration Trump - une stratégie du chaos délibérément entretenue d'ailleurs par son initiateur afin de mieux pouvoir se présenter au final comme le point d'équilibre - ce dossier saoudien divise plus qu'il ne réunit les *decision-makers* américains. La CIA et le Pentagone notamment, ont

mal pris la mise à l'écart du prince Mohammed bin Nayef, l'ancien *Mister security* du Royaume, et un interlocuteur particulièrement apprécié pour ses succès dans la féroce répression menée contre *Al-Qaeda* dans les années 2003-2004 et après. Le dernier directeur de la CIA de l'ancien président Obama, John O. Brennan, entretenait de longue date - depuis qu'il avait été responsable de l'antenne de l'Agence à Riyad durant près de cinq ans dans les années 1990 - des liens étroits de confiance avec lui. Dans une interview accordée à la chaîne saoudienne *Al Arabiya* en date du 11 juin 2016, celui qui était encore directeur de la CIA, John O. Brennan, interrogé sur l'état de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme entre le Royaume d'Arabie Saoudite et les Etats-Unis, avait déclaré : « Notre coopération avec l'Arabie Saoudite est excellente. Je travaille avec mes partenaires saoudiens depuis de nombreuses années. J'ai servi en Arabie saoudite pendant cinq ans. Sous la direction du prince héritier Mohammed ben Nayef, qui est également Ministre de l'Intérieur depuis ces quinze dernières années, les Saoudiens font partie de nos meilleurs partenaires dans la lutte contre le terrorisme. Et avec le roi Salmane et le vice-prince héritier Mohammed ben Salmane, nous sentons que notre partenariat est solide dans cette lutte contre le terrorisme » [18].

Son successeur à la tête de la CIA, Mike Pompeo, avait encore remis au prince Mohammed bin Nayef, le 10 février 2017, soit peu de temps avant son éviction, la médaille « George Tenet » (du nom de l'ancien directeur de l'Agence de Langley) pour sa contribution dans la lutte contre le terrorisme. Mais le président Donald Trump, lui, n'est pas gêné plus que cela par cette éviction, car cela se rapproche de son mode de fonctionnement. Globalement il n'y a donc pas d'unanimité à Washington par rapport à ce qui est susceptible de se passer à Riyad. La pérennité du royaume dans sa forme actuelle, et sa potentielle fragilisation à la fois du fait des menaces qui le guettent avec le risque terroriste aujourd'hui représenté par *Daech* et des effets potentiellement déstabilisateurs des réformes radicales prônées par « MBS », l'actuel « prince héritier », donnent aussi de sueurs froides à Washington par l'imprévisibilité des attendus de sa politique à la fois sur le plan interne et sur le plan externe.

### Quels sont les opposants potentiels les plus puissants au sein du Royaume ?

D'abord sur le plan dynastique, tous ceux qui ont été marginalisés comme jamais auparavant. Jusque-là, quel que fût le roi sur le trône, le principe qui prévalait au sein de la famille royale était de respecter un certain équilibre entre les différents clans et sous-clans issus des multiples lignages induits par la polygamie du prolifique roi fondateur Ibn Saoud qui aurait eu une cinquantaine de fils. Le royaume d'Arabie saoudite avait la particularité d'être en quelque sorte une royauté dynastique, et non pas à proprement parler une monarchie au sens classique du terme. Une éventuelle abdication au profit de son fils « MBS » par le roi Salman avant sa disparition - comme le laissent entendre des rumeurs persistantes - constituerait une remise en cause radicale de la règle de succession horizontale dite « adelphique » - de frère aîné à frère aîné de chacune des multiples épouses - initialement mise en place par le roi fondateur Ibn Saoud mais qui induisait une logique « gérontocratique » préjudiciable à terme à la stabilité du régime saoudien. C'est d'ailleurs ce qui avait conduit à des ajustements postérieurs, notamment avec la « loi fondamentale » établie en mars 1992 par le « feu », le roi Fahd ouvrant la voie de l'accession au trône aux représentants de la deuxième génération du roi fondateur - celle des petits-enfants - ainsi que celle de « feu » le roi Abdallah qui avait instauré en octobre 2006 un « Conseil d'allégeance » de la famille royale pour que soit peu ou prou respecté un équilibre entre les différents clans de la pléthorique famille royale. Si la verticalité du pouvoir devait se confirmer au profit d'un seul lignage, celui de Salmane au profit de son fils en l'occurrence, cela ferait précédent. Nombre de princes - on estime à près de 200 le nombre des « grands princes » qualifiés d'Altesse Royale (AR) et à une vingtaine celui des impétrants putativement sérieux pour une accession éventuelle au trône -, ont déjà manifesté leur mécontentement face à cette éventualité. Et ceux qui sont en opposition larvée aujourd'hui pourraient devenir des ennemis déclarés aux prétentions jugées par eux exorbitantes de celui qui n'est encore que le « prince héritier » Mohammed bin Salmane. De fait, lors de sa nomination spectaculaire en tant que nouveau « Prince héritier » le 21 juin 2017 au détriment de son cousin « MBN » mis « hors-jeu » dans la course au trône, « MBS » avait pris soin de faire savoir publiquement - ce qui faisait là encore précédent - que cette nomination avait été approuvée par 31 des 34 membres du « Conseil d'allégeance » chargé de régler la question des modalités de la succession. C'est dire aussi que 3 de ses 34 membres y étaient défavorables. Des photos de la cérémonie d'allégeance (*bayah*) au palais *As Safa* de La Mecque du 21 juin dernier, et relayés non sans malice par des médias proches de Téhéran comme la chaîne libanaise du *Hezbollah* pro-iranien *Al Manar* (« Le Phare »), font état de certaines tensions face à cette nomination subite de « MBS » comme nouveau « Prince héritier ». Des images montrent ainsi un prince saoudien s'approcher de « MBS » en lui adressant des propos virulents. Les gardes du nouveau « Prince héritier » l'avaient immédiatement écarté de la scène. Aucune nouvelle n'avait ensuite filtré sur le sort du prince protestataire. A la suite de la mise en ligne de cette vidéo, les autorités saoudiennes avaient prétendu que ce prince aurait eu en fait l'intention de composer un poème pour faire l'éloge du nouveau « Prince héritier », mais faute de temps ils l'avaient mis à l'écart. Il s'agirait d'un certain Turki Al Saoud, manifestement mécontent de cette nomination de « MBS » comme nouveau « Prince héritier » et donc comme futur roi désigné, lequel n'aurait pas hésité à le pointer du doigt, un geste constitué une ultime offense en Arabie Saoudite.

Ce n'est pas le seul prince de la famille royale à avoir manifesté son mécontentement. En décembre 2016, une pétition signée par une vingtaine de princes importants et relayée par l'ancien « Prince héritier » Moqrin bin Abdulaziz Al Saoud, mettait en garde le roi actuel Salman sur le fait d'octroyer autant de pouvoir à son fils. Selon le site libanais proche de Téhéran *al-Ahed.news*, cette pétition aurait été transmise, en décembre 2016, par le bureau du prince saoudien Moqrin bin Abdulaziz Al Saoud. Elle aurait été signée le 4 décembre 2016 par 21 princes renommés qui entendaient dénoncer par avance toute éventuelle décision du roi saoudien de nommer son fils en tant que nouveau « prince héritier ». « Nous avons reçu des informations montrant que le prince Mohammed ben Salmane dirige le pays au nom du monarque et que celui-ci poursuivra ses fonctions en tant que Serviteur des Lieux saints », indique le texte de la pétition. Cette pétition aurait notamment été signée par des princes importants, dont l'ancien chef du *General Intelligence Directorate* (les services de renseignement saoudiens) et ancien ambassadeur à Londres et à Washington le prince Turki bin Faysal bin Abdulaziz Al Saoud, le prince milliardaire réputé « liberal » Walid bin Talal bin Abdulaziz Al Saoud, l'actuel ambassadeur à Londres le prince Mohammed ben Nawaf bin Abdulaziz Al Saoudainsi que le prince Khaled bin Turki bin Abdulaziz Al Saoud.

Des résistances existent donc au sein de la famille royale. D'ailleurs, certains opposants déclarés ont fait l'objet de mesures de rétorsion, tout particulièrement ces deux dernières années, soit entre 2015 et 2016. Selon le quotidien britannique *The Guardian*[\[19\]](#) pas moins de trois princes saoudiens, Sultan bin Turki bin Abdulaziz Al Saoud, Turki bin Bandar bin Abdul Rahman Al Saud et Saoud bin Sayef al-Nasr auraient ainsi récemment disparu de la circulation, dans des circonstances pour le moins opaques après avoir déclaré leur opposition au régime des Saoud[\[20\]](#). Citant l'un des proches du prince Sultan Bin Turki, opposé au régime au pouvoir en Arabie, *The Guardian* relatait que le prince Sultan bin Turki aurait été transféré contre son gré de l'Europe en Arabie et qu'il se trouverait actuellement dans une situation difficile.

Pour le prince Sultan bin Turki bin Abdulaziz Al Saoud, les premiers ennuis avaient commencé avant l'avènement du roi Salman. En effet, alors que le prince se trouvait à Genève en 2003 pour recevoir des traitements médicaux, il « commence à donner des interviews critiques envers le gouvernement saoudien » selon le journaliste Reda El Mawy qui a récemment réalisé un documentaire sur le sujet pour le compte de la *BBC*[\[21\]](#). Le prince se mit alors à dénoncer les violations des droits de l'homme en Arabie Saoudite, la corruption et appela à des réformes. En août 2003, alors qu'il se rendait dans un palais en périphérie de Genève pour prendre le petit déjeuner avec le fils de l'ancien roi Fahd qui se trouve donc être un cousin, le prince Abdulaziz bin Fahd bin Abdulaziz Al Saoud - nettement moins en cour aujourd'hui à Riyad -, ce dernier lui demanda de retourner en Arabie Saoudite pour régler le conflit qui l'opposait au régime actuel. Devant son refus, des hommes s'emparèrent du prince Sultan bin Turki bin Abdulaziz Al Saoud et, après lui avoir administré un puissant sédatif, le transportèrent sur le tarmac de l'aéroport de Genève et le ramenèrent à Riyad. Emprisonné sur place, le Sultan bin Turki bin Abdulaziz Al Saoud fut finalement autorisé à se rendre à Boston (Massachusetts), en 2004, afin de poursuivre des traitements médicaux nécessités par sa santé. C'est ensuite qu'il porta plainte, en Suisse, contre le prince Abdulaziz bin Fahd bin Abdulaziz Al Saoud pour le « kidnapping » de 2003. Or, selon le documentaire de la *BBC*, ce même Sultan bin Turki bin Abdulaziz Al Saoud aurait été une nouvelle fois enlevé le premier du mois de février en 2016 à Paris alors que le consulat saoudien lui aurait proposé d'utiliser un jet privé pour un voyage au Caire dans le but de rendre visite à son père Turki bin Abdulaziz al Saoud, ce qu'il avait imprudemment accepté. L'avion aurait finalement changé sa trajectoire initiale. Une fois atterri, l'avion qui transportait le prince Sultan bin Turki bin Abdulaziz Al Saoud se serait alors retrouvé encerclé par des dizaines de véhicules militaires et des soldats saoudiens armés. Le prince aurait été emmené dans un véhicule militaire, en dépit de sa résistance. Depuis, le prince Sultan bin Turki bin Abdulaziz Al Saoud aurait tout simplement disparu de la scène. L'équipage de l'avion fut retenu trois jours avant que les membres ne fussent renvoyés dans le pays de leur choix. « Il n'y a pas de nouvelles du prince Sultan depuis ces événements », précise le réalisateur du documentaire sur *BBC*. « J'ai demandé au gouvernement d'Arabie Saoudite de répondre aux allégations du film. Il a refusé de commenter »[\[22\]](#). Tout comme pour les deux autres princes concernés par le documentaire.

En l'occurrence, le prince Turki bin Bandar bin Abdul Rahman Al Saud, de son état ancien officier supérieur des services de sécurité chargé de la protection de princes de la famille royale en tant qu'Altesses royales (AR) Il s'était d'abord retrouvé en prison après une banale querelle familiale autour d'une question d'héritage. A sa libération, il se précipita à Paris d'où il lança, à partir de 2009, une campagne médiatique d'opposition et en appelant à des réformes politiques dans le royaume. Entre mars 2011 et juillet 2015, ce dernier a posté régulièrement des vidéos critiques sur *Youtube*, avant de disparaître subitement à la fin de l'année 2015. Juste avant sa disparition, il avait confié à un ami la copie d'un livre qu'il avait écrit, accompagné d'une note prémonitrice : « Cher Wael, ces déclarations ne doivent pas être partagées sauf si je suis kidnappé ou assassiné. Je sais que je serai kidnappé ou qu'ils m'assassineront. Je sais aussi comment ils violent mes droits et ceux du peuple saoudien »[\[23\]](#). Le quotidien maghrébin *Sabah* avait rapporté en novembre que le prince Turki bin Bandar bin Abdul Rahman Al Saud avait été enlevé au Maroc qu'il tentait de quitter pour la France. Il aurait été embarqué de force pour l'Arabie saoudite, sur ordre des autorités saoudiennes. Sans nouvelles depuis lors.

Quant au Prince Saoud bin Sayef Al-Nasr, ce dernier avait rendu publique son opposition au début du règne du roi Salman et avait rapidement réussi à s'imposer comme une figure de l'opposition à Mohammed bin Salman. Son activisme s'exprimait via *Twitter*, avant que son compte ne s'arrêtât brusquement le 9 septembre 2015. Un ami du prince Saoud aurait rapporté au quotidien britannique *The Guardian* que le prince Saoud aurait eu l'intention de rencontrer un groupe de travail russo-italien, qui lui avait envoyé un avion privé pour l'emmener en Italie, mais qu'il n'était jamais arrivé à destination[\[24\]](#). Les autorités saoudiennes n'ont évidemment pas commenté le sujet de la disparition de ces « princes opposants » qui fissurent l'image lisse et consensuelle délibérément entretenue. Mais cela traduit des inquiétantes réelles de la part de la nouvelle gouvernance saoudienne.

Cette fébrilité a trouvé une traduction plus immédiate avec le lancement le 9 septembre 2017 de ce qui s'apparente pour les ONG comme *Human Rights Watch* (HRW) à une « campagne de répression » qui brasse toutes les formes d'opposition potentielle au pouvoir du nouveau « prince héritier ». Selon des militants une vingtaine de personnes dont des prédicateurs religieux parmi lesquels Salman al-Aoudah[\[25\]](#) très suivi sur *Twitter* - sujet sensible dans le royaume - avec près de 14 millions de *followers*[\[26\]](#), Awad al-Qarni et Ali al-Omari, ou encore Hassan Farhane al-Maliki connu pour être un critique des thèses salafistes en general et du courant wahhabite en particulier, ainsi que des intellectuels voire des princes de la famille royale dont Abdulaziz bin Fahd bin Abdulaziz Al Saoud opposé à la concentration du pouvoir dans les mains de « MBS » et qui aurait également été incarcéré[\[27\]](#). Parmi les intellectuels arrêtés figuraient encore un poète et un historien, selon les militants. « Ces dernières années, nous ne pouvons pas nous souvenir d'une semaine durant laquelle tant de personnalités saoudiennes de premier plan ont été visées en si peu de temps », avait pour sa part déclaré Samah Hadid, directrice d'*Amnesty International* pour le Moyen-Orient[\[28\]](#). Un compte *Twitter* intitulé *Motakal* (« détenu ») a été mis en place pour défendre les personnes arrêtées. Ses animateurs qui disent s'attendre à plus d'arrestations ont lancé une pétition demandant la libération des détenus[\[29\]](#).

Signe d'un certain malaise, les autorités saoudiennes n'ont pas mentionné officiellement ces arrestations. Le 12 septembre 2017, elles avaient fait état de l'arrestation de Saoudiens et d'étrangers s'adonnant à des « activités d'espionnage au profit de parties étrangères », sans les identifier et en évoquant vaguement un « complot étranger ». Un message quasi-« orwellien » avait ensuite été posté sur un compte *Twitter* dépendant du ministère de l'Intérieur, appelant le public à utiliser une application appelée « Nous sommes tous la sécurité ». Cette application avait été lancée en février 2017, mais elle a brusquement pris une dimension politique. « Si vous voyez un quelconque compte sur les réseaux sociaux qui répand des idées terroristes ou extrémistes, signalez-le immédiatement s'il

vous plaît à (l'application) Nous sommes tous la sécurité ». Plus tard, le procureur général en avait profité pour avertir solennellement que toute atteinte à « l'unité nationale » ou à « l'image de l'Etat » constituait un « crime terroriste », ainsi que toute tentative visant à « perturber l'ordre public ». De fait, depuis 2014, les autorités saoudiennes ont jugé presque tous les opposants pacifiques devant la Cour criminelle spécialisée, le tribunal chargé des affaires terroristes dans le royaume.

Certains prédicateurs sont associés - à tort ou à raison - à la mouvance des « Frères musulman » dont l'organisation est officiellement classée comme « organisation terroriste ». Le positionnement particulier de Salman Al Awdah, âgé de 61 ans, n'est pas nouveau, c'est un prédicateur qui a beaucoup fait parler de lui dans les années 1990 en promouvant la mouvance de la *Sahwa* (« réveil ») qui contestait la ligne du pouvoir saoudien ce qui lui avait valu d'être emprisonné durant cinq ans entre 1994 et 1999. Il se trouve qu'il a publiquement appelé à une résolution de la crise entre Riyad et Doha. Une crise dont l'initiative est, à tort ou à raison, attribuée à l'actuel prince héritier Mohammed ben Salmane. Le lien entre la prise de position du cheikh et son arrestation est d'autant plus crédible qu'Al Awdah est accusé de continuer à entretenir des connections avec la mouvance des « Frères musulmans » qui constituent la « bête noire » à la fois de l'Arabie saoudite et des Emirats Arabes Unis, deux des quatre principaux pays qui ont décidé de la mise au ban du Qatar. Sans avoir explicitement soutenu les « printemps arabes » de 2011 dont la traduction électorale a été perçue comme le fruit d'un complot « frériste » par Riyad et Abu Dhabi, il avait néanmoins salué la logique du mouvement de la *thawra* (« révolution ») conforme à la stratégie qatarie stigmatisée par ses pairs du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) depuis les « printemps arabes » de 2011. En outre, Il continue de frayer avec le cheikh Youssef Al-Qaradawi - le télé-prédicateur islamiste emblématique de la chaîne *Al Jazeera* dont les contempteurs du Qatar demandent précisément la fermeture - au sein du Conseil européen des *fatwas* et de la recherche ainsi qu'au sein du Conseil mondial des oulémas, institution dans laquelle il est parfois pressenti comme un successeur potentiel d'un Cheikh Al-Qaradawi aujourd'hui âgé de 91 ans. Dans ce contexte, Salman Al Awda ne peut qu'être éminemment suspect aux yeux de Riyad hantée à l'instar d'Abu Dhabi par un potentiel complot « frériste »[\[30\]](#).

L'arrestation de Salman al Awdah s'inscrirait donc sans doute pour partie dans cette logique « anti-frériste ». Mais on peut également penser que le nouveau « prince héritier » Mohammed ben Salmane prend aussi ses marques pour la suite. S'il accède au pouvoir d'une manière ou d'une autre, il sait qu'il sera confronté à un certain nombre d'oppositions, notamment celle des héritiers de la mouvance de la *Sahwa* (« réveil ») remontant aux années 1990 et dont les attendus ne convergent pas nécessairement avec son objectif de stabilisation de la royauté dynastique saoudienne en une monarchie lignagère à son profit exclusif. Car, au-delà des sympathies supposées de ces prédicateurs pour les « Frères musulmans », « les raisons de ce durcissement saoudien trouveraient leur origine dans la volonté de « MBS » de mettre au pas toute opposition dans une période particulièrement sensible pour le royaume»[\[31\]](#), mais surtout pour la consolidation de son pouvoir. Sa conquête à la hussarde des différents pouvoirs politiques lui a, selon Jane Kinninmont, spécialiste à l'institut *Chatham House*, aliéné nombre de membres de la famille royale alors que ses velléités de réformes économiques « libérales » empiètent sur les intérêts de certaines grandes familles marchandes[\[32\]](#), ce qui risque d'hypothéquer à terme la réussite de son plan *Vision du royaume d'Arabie saoudite 2030*. *A fortiori* si se réalise une agglomération des mécontentements de divers bords.

Or, c'est ce qui semble peu ou prou s'esquisser puisque des opposants en exil, regroupés sous la bannière d'un mystérieux « Mouvement du 15 septembre » jusqu'ici inconnu, ont appelé à des manifestations en Arabie saoudite « contre la pauvreté et le chômage », selon leur compte *Twitter*. Cet appel est intervenu au lendemain des perquisitions menées par les forces de l'ordre saoudiennes dans les rangs de la dissidence. Alors que les auteurs de cet appel aux manifestations n'affichent aucune identité politique, ni communautaire, et s'activent dans l'anonymat, leur *hashtag* aurait bénéficié d'une grande popularité sur *Twitter*, ce que ne s'est pas privé de relayer le journal libanais *al-Akhbar* proche du *Hezbollah*. Les slogans et les revendications qu'ils affichent renvoient à la « lutte contre la pauvreté, le chômage et la crise de logement. Oter l'injustice infligée aux femmes. Améliorer le niveau des services et libérer les détenus »[\[33\]](#).

Les appels *via* les réseaux sociaux à des manifestations en Arabie saoudite pour le 15 septembre ont immédiatement provoqué une levée de boucliers de la part de l'*establishment* wahhabite qui a mis en garde la population. Selon l'agence de presse russe *Sputnik*, dans sa version arabophone, le Grand *Mufti* du Royaume de l'Arabie Saoudite, Cheikh Abdulaziz bin Abdallah Al-Sheikh, les a même qualifiés « d'appels calomnieux et faux, menés par des groupes malveillants » ajoutant que « ce genre d'actions doivent être bannies en raison de leur laideur et leur illégitimité ». « Il n'y a point de bien en ceux qui les défendent car ils sont des partisans de la sédition (*fitna*), du mal et de la corruption. Notre pays jouit de sécurité, de bonté et de joie de vivre, c'est pourquoi nos ennemis nous envient pour cette grande bénédiction et veulent que notre pays devienne chaotique, séquestré et baigne dans le sang », a-t-il ajouté. Et à l'adresse de la population saoudienne, il a encore affirmé : « O musulmans et musulmanes, sachez que ces appels sont contre vous, contre votre sécurité, votre religion, votre foi et votre moral. Ce sont des appels rétrogrades, des appels d'ignorance et de faiblesse, il faut soutenir l'Etat dans ses efforts pour garantir la sécurité et la stabilité »[\[34\]](#).

Toujours est-il que le vendredi 15 septembre 2017, les autorités saoudiennes avaient mobilisé leurs forces et services de sécurité, marque de l'inquiétude du régime. Un des *Tweeter* saoudiens avait relayé le fait que « Riyad ressemble ce soir à une caserne militaire. Dans chaque véhicule militaire se trouve un soldat, afin de donner l'impression que le nombre des militaires est important, et tous les dix mètres il y a une patrouille. Le régime est très anxieux et il craint le pire ». Un autre *Tweeter* saoudien a rapporté sur son compte *Twitter*. « Jamais Riyad n'a connu dans son histoire, une pareille mobilisation sécuritaire ». Il se dit même que le Prince Miteb bin Abdallah bin Abdulaziz Al Saoud, fils de « feu » le roi Abdallah et le chef de la « Garde nationale » (*al Hars al Watan*) qui constitue la « garde prétorienne » de la famille royale en cas de menace pour la stabilité du régime, aurait selon certaines rumeurs refusé d'exécuter les directives du « prince héritier » - avec lequel il entretient pas les meilleurs rapports c'est un euphémisme -, notamment celle de déployer les forces de la « garde nationale » dans les rues de Riyad»[\[35\]](#).

**Signe des temps, la situation semble à ce point tendue que cela aurait contraint le « Prince héritier » à renoncer à une visite officielle prévue à Paris mi-septembre, par crainte d'une éventuelun coup d'État qui pourrait avoir raison de ses ambitions. Et alors qu'il avait initialement annoncé vouloir assister à la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies le 19 septembre à New**

---

York, il s'est finalement résolu à ne pas quitter l'Arabie saoudite pour les mêmes raisons.

[1] Dans le texte *bin* correspond à « le fils de » et *bint* à « la fille de ».

2 Cette princesse, issue d'une influente famille de la tribu Dawasir (présente au Sud de la province du Nedj qui constitue le cœur géopolitique du royaume saoudien) leur avait appris dès leur plus jeune âge qu'ils devaient faire front ensemble, sous peine de se voir évincés par les autres fils du patriarche Abdulaziz Ibn Saoud. Les sept Chakik (« frères germains ») n'avaient jamais oublié la leçon et bien qu'ils n'éprouvassent pas toujours d'affection particulière les uns envers les autres, ils ont toujours su faire preuve d'une solidarité sans faille lorsqu'ils sentaient leurs intérêts menacés.

3 Une éventuelle abdication prochaine du roi Salman avant sa disparition constituerait une remise en cause radicale de la règle de succession horizontale dite « adelphique » - de frère aîné à frère aîné de chacune des multiples épouses - initialement mise en place par le prolifique roi fondateur Ibn Saoud, mais qui induisait une logique « gérontocratique » préjudiciable à terme à la stabilité du régime saoudien. Voire des ajustements effectués par les réformes postérieures, notamment celle de la « loi fondamentale » établie en mars 1992 par le « feu » le roi Fahd ouvrant la voie de l'accession au trône aux représentants de la deuxième génération - celle des petits-enfants - du roi fondateur ainsi que celle de « feu » le roi Abdallah qui avait instauré en octobre 2006 un « Conseil d'allégeance » de la famille royale pour que soit, peu ou prou, respecté un équilibre entre les différents clans de la pléthorique famille royale. Si la verticalité du pouvoir devait se confirmer au profit d'un seul lignage patrilinéaire celui du roi Salman, constitutif d'un sous-clan Hithlayn par sa mère, au profit de son fils en l'occurrence, cela ferait précédent.

4 Il remplaçait alors le prince Mouqrin bin Abdulaziz Al Saoud, 3<sup>ème</sup> et plus jeune fils survivant du roi fondateur Ibn Saoud, nommé brièvement à ce poste entre le 23 janvier 2015 et le 29 avril 2015.

5 La *Saudi Aramco*, anciennement *Aramco* (acronyme anglo-saxon de *Arabian American Oil Company*, fondée en le 31 janvier 1944 et constitutive d'un consortium pétrolier regroupant finalement à partir de 1948 la *Standard Oil of California* future *Chevron*, la *Texas Oil Company* plus connue sous le nom de *Texaco*, la *Standard Oil of New Jersey* future ainsi que la *Socony-Vacuum Oil* future *Chevron*). Elle passa progressivement sous contrôle exclusivement saoudien. Dès le 30 décembre 1950, par l'accord du *profit sharing agreement* dit *fifty-fifty* (50-50), la compagnie s'engagea à verser au gouvernement saoudien la moitié des bénéfices nets tirés du pétrole. Puis, en décembre 1972, l'Arabie saoudite s'appropriera 25 % du capital de la compagnie. Une part qui montera à 60 % en 1973 avant une nationalisation complète du capital en 1980. Mais les Etats-Unis avaient néanmoins préservé leurs intérêts. L'*Aramco* restera même enregistrée aux Etats-Unis jusqu'en... 1988, avant de se transformer en société purement saoudienne sous le nom de *Saudi Aramco* utilisé déjà depuis longtemps. Placée sous l'autorité directe du roi, cette compagnie est dotée d'un Conseil d'administration présidé par un ministre du pétrole et des ressources minières qui n'est jamais membre de la famille royale pour éviter tout velléité clanique trop prononcée au sein du régime - Ali Ibrahim Al-Nouaimi, un chiite, fut nommé PDG de la société en 1988 avant de devenir le ministre du pétrole le plus puissant du monde à partir de 1995 jusqu'en 2016 ; la société publique qui compte quelque 60.000 employés est aujourd'hui dirigée Khaled Al Faleh et contrôlée par le gouvernement. On peut toutefois rappeler que le changement de nom de la firme avait été motivée dès 1973 par le fait qu'une raffinerie de la compagnie *Aramco* avait été attaquée au Liban et aussi pour marquer l'émancipation de la tutelle historique américaine.

6 Avec cette nomination par son père probablement suggérée par Mohammad bin Salman, celui qui était alors encore VPH saoudien et qui cite régulièrement Steve Jobs, l'ex-grand manitou d'*Apple*, et se débarrasse dès qu'il le peut de son *bisht* - la cape aux liserés brodés d'or que les Saoudiens portent dans les grandes occasions -, et troque souvent son *thawb* - tunique blanche traditionnelle du Golfe pour d'élégants costumes lors de ses déplacements en Occident, est parfois présenté un peu abusivement comme « thatchérien » au motif qu'il se ferait conseiller, pour ses velléités de réformes économiques du royaume, par des cabinets anglo-saxons[6] comme *Mc Kinsey & Co.*, *Boston Consulting Group* ou encore *Booz Allen Hamilton*, entend sans doute mettre en musique le vaste programme de réformes annoncé fin avril 2016 et intitulé *Vision du royaume d'Arabie saoudite à l'horizon 2030*. Ce plan des plus ambitieux vise en premier lieu précisément à réduire la dépendance du royaume vis-à-vis de l'« Or noir », mais pas seulement. Il s'agit en réalité de tenter de relever les nombreux défis auxquels se trouve aujourd'hui confrontée une Arabie saoudite fragilisée qui fait, à bien des égards, figure de royaume « ensablé » faute d'avoir entamé suffisamment tôt les réformes nécessaires, réformes dont les attendus sont, non sans paradoxe, dans le même temps éminemment déstabilisatrices pour une société conservatrice comme peut l'être la société saoudienne.

7 Le Prince Salman S'efforce de faire prospérer l'enrichissement de ses proches puisque son demi-frère Faysal bin Salman un demi-frère ou « frère consanguin » et son frère *chakik* ou « frère consanguin », Turki bin Salman contrôleraient respectivement les fonds d'investissement *Jadwa Investent* et *Tharawat Holding*. Faysal bin Salman contrôlerait encore partiellement l'un des plus grands groupes media d'Arabie saoudite, le *Saudi Research and Marketing Group* (SRMG).

8 Le frère de Mohammed bin Nayef, Saoud bin Nayef, gouverneur de la province d'*ach-Charqiya*, aurait pour sa part été également placé en résidence surveillée dans son propre palais, au sud de la ville de Khobar.

9 Déjà en décembre 2015, le service de renseignement allemand, le *Bundesnachrichtendienst (BND)*, le renseignement extérieur allemande, avait réalisé une note d'une page et demie dépeignant Mohammed comme un joueur impulsif et téméraire disposant de trop de pouvoir.

10 Le royaume saoudien compte près de 30 millions d'habitants (28 millions d'habitants), dont les deux tiers ont moins de 30 ans, plus de la moitié moins de 25 ans (58 %) et près de 40 % (39 %) moins de 15 ans du fait d'un taux d'accroissement démographique de 2,1 % qui conduit la population à doubler tous les 30-35 ans, ce qui signifie que, si ce taux se maintient, la population pourrait atteindre alors quelque 40 millions d'habitants en 2025.

11 Des politiques sont déjà en place, qui ont adopté des rythmes annuels : ainsi, en février 2016, le 3<sup>ème</sup> Festival Culturel et Traditionnel de la *Janadriyah*, créé par feu le roi Abdallah et qui se déroule à une quarantaine de kilomètres de Riyad a enregistré plus d'un million de visiteurs ; en octobre 2016, un rare spectacle de hip-hop avait enflammé une foule de jeunes à Riyad ; un mois plus tard, en novembre 2016, le Dr Adel al-Turaifi, ministre de la Culture et de l'Information, avait inauguré le 5<sup>ème</sup> Rassemblement des Auteurs saoudiens. Ce qui est loin d'aller de soi du fait de certaines « résistances sociétales ». Le 14 janvier 2017, Amr al-Madani, le directeur de la *General Authority for Entertainment* (« Autorité des loisirs ») créée récemment par Mohamed ben Salman (MBS) dans le cadre du plan « Vision 2030 », avait confié à un journal local que le chanteur saoudien Mohammed Abdo, parfois comparé localement à Paul McCartney, se produirait « très prochainement » à Djeddah, le grand port sur la mer Rouge. Une première dans la très pieuse Arabie, où même les diplomates étrangers doivent se cacher pour organiser des soirées. L'annonce s'était concrétisée. Le 23 janvier, le premier concert de pop orientale s'était déroulé à Djeddah devant 7.000 personnes. Ce concert organisé dans l'enceinte de *King Abdullah Sport City* à Djeddah a permis à trois artistes, dont la star saoudienne de la pop orientale Mohammed Abdo, d'enflammer le stade et de satisfaire une jeunesse enthousiaste. Ce concert avait été co-produit par la compagnie hôtelière *Rotana* dont le propriétaire n'est autre que le Prince Al Waleed bin Talal, bien connu pour ses positions souvent opposées à la bien-pensance saoudienne conservatrice. L'autre société qui a apporté son savoir-faire dans la réalisation de ce concert est une entreprise française dont le siège est à Montreuil. *Comanddo* est spécialisée dans les opérations événementielles et implantée dans le royaume depuis plusieurs décennies. Ces concerts n'ont pas fini de faire du bruit dans le royaume très conservateur dont la jeunesse, souvent désoeuvrée faute de loisirs à leur disposition.

12 Certains observateurs attribuent la récente mise au pas de la police religieuse, dont les prérogatives en matière d'arrestations et de poursuites ont été annulées. En octobre 2012 déjà, à la suite de dizaines de plaintes, les pouvoirs de la *Muttawa*, officiellement la *Hay'a* (« Commission pour la promotion de la vertu et la prévention du vice »), honnie des milieux libéraux saoudiens. Selon de nouvelles décisions approuvées le 11 avril 2016 en Conseil des ministres, police religieuse avaient été réduits une première fois. La possibilité de pratiquer des arrestations et de mener des interrogatoires lui avait été retirée, et réservée à la police traditionnelle. Mais feu le roi Abdallah lui avait laissé le droit d'arrêter des personnes consommant de l'alcool ou de la drogue ou commettant d'autres actes comme la sorcellerie. En 2013, des agents de la *Muttawa* avaient été appréhendés après un accident ayant fait deux morts lors d'une course-poursuite. Avec les mesures prises par le roi Salman, le gouvernement saoudien réduit davantage encore les pouvoirs de la *Hay'a* (« Commission pour la promotion de la vertu et la prévention du vice »), honnie des milieux libéraux saoudiens. Selon de nouvelles décisions approuvées le 11 avril 2016 en Conseil des ministres, les officiers et les agents de la police religieuse « ne pourront plus arrêter ou détenir des personnes, ni demander leurs cartes d'identité, ni les suivre », mais ils pourront seulement effectuer des signalements à la police ou à l'agence chargée de la lutte antidrogue. « Seules ces entités spécialisées seront responsables » des enquêtes et des arrestations, a précisé l'agence officielle SPA en détaillant les nouvelles mesures. Les membres de la *Muttawa* devront aussi avoir une « bonne conduite », veiller à la « réputation » de leur commission et présenter clairement leurs cartes d'identité lorsqu'ils sont en opération. L'idée est de « conseiller aimablement et gentiment » la population. Enfin, une commission de cinq membres est censée faire des propositions au président de la *Muttawa*, désigné par le roi Salman, pour que les agents rendent des comptes lorsqu'ils commettent des violations ou des abus. La *Muttawa* a souvent été accusée de commettre des abus en appliquant la politique de ségrégation des sexes et en obligeant les femmes à se couvrir de la tête aux pieds lorsqu'elles sont en public. Des femmes ont été parfois frappées par des agents en raison de leur tenue jugée indécente, et des commerçants maltraités lorsqu'ils ne fermaient pas boutique pendant les heures de prière. En février 2016, des membres de la *Muttawa* avaient été arrêtés après avoir brutalisé une jeune femme devant un centre commercial de Riyad. Le président de la *Muttawa*, Abdel Rahmane al-Sanad, avait alors démenti que ses agents aient harcelé ou puni des citoyens, affirmant qu'ils avaient seulement cherché à améliorer le comportement des Saoudiens. Mais cela n'avait pas convaincu et explique l'adoption de ces mesures restrictives adoptées le mois suivant en Conseil des ministres.

13 Cela renvoie aux *Al Houquouq al Chariyya* (« droits légitimes islamiques »).

14 Signe des temps, le 11 janvier 2013, un « décret royal sur la réforme du Conseil consultatif » indiquait que ce conseil comporterait désormais 20 % de femmes. Cette réforme était annoncée depuis des années. Le décret précisait également que « le conseil sera doté d'emplacements pour les femmes totalement indépendants de ceux des hommes » et de « portes d'entrée séparées ». En outre, les femmes avaient pour la première fois été autorisées à participer, le 12 décembre 2015, au troisième scrutin municipal de l'histoire du royaume destiné à renouveler la moitié des 284 conseils municipaux et ce, malgré le *hashtag* « le danger de la participation des femmes aux municipales ». Une quinzaine d'entre elles avaient même été élues.

15 Cf. David Hearst, « Coup d'Etat royal en Arabie saoudite » 29 avril 2017 <http://www.middleeasteye.net/fr/opinions/coup-d-tat-royal-en-arabie-saou...>

16 Cf. David Hearst, « Coup d'Etat royal en Arabie saoudite » 29 avril 2017 <http://www.middleeasteye.net/fr/opinions/coup-d-tat-royal-en-arabie-saou...>

17 Cf. *Reuters*, « Addiction and Intrigue : Inside the Saudi Palace Coup », 20 juillet 2017 <http://www.jpost.com/Middle-East/Addiction->



---

[and-intrigue-Inside-the-Saudi...\).](#)

18 Cf. « Full Transcript of Al Arabiya's Interview with CIA Director John Brennan » *Al Arabiya News Channel*, 12 juin 2016 (<https://english.alarabiya.net/en/perspective/features/2016/06/12/Full-tr...>).

19 Cf. Hugh Miles, « Saudi prince returned from Europe against his will, say staff », *The Guardian.com*, 29 mars 2016 (<https://www.theguardian.com/world/2016/mar/29/saudi-prince-returned-from...>).

20 Cf. Fanny Arlandis, « Les folles histoires de trois princes saoudiens disparus en Europe », on *Slate.fr*, 15 août 2017 (<http://www.slate.fr/story/149940/arabie-saoudite-princes-disparus>).

21 Cf. Reda El Mawy, « Saudi Arabi's Missing Princes », *bbc.com*, 15 août 2017 (<http://www.bbc.com/news/magazine-40926963>).

22 Cf. Fanny Arlandis, « Les folles histoires de trois princes saoudiens disparus en Europe », on *Slate.fr*, 15 août 2017 (<http://www.slate.fr/story/149940/arabie-saoudite-princes-disparus>).

23 Cf. Fanny Arlandis, « Les folles histoires de trois princes saoudiens disparus en Europe », on *Slate.fr*, 15 août 2017 (<http://www.slate.fr/story/149940/arabie-saoudite-princes-disparus>).

24 Cf. Hugh Miles, « Saudi prince returned from Europe against his will, say staff », *The Guardian.com*, 29 mars 2016 (<https://www.theguardian.com/world/2016/mar/29/saudi-prince-returned-from...>).

25 Le frère de Salman Al-Aoudah, Khaled, aurait également été aussi interpellé pour avoir apparemment fait état des premières arrestations. Khaled al-Aoudah avait en effet annoncé immédiatement sur *Twitter* que son frère, Salman, était aux mains des « autorités du royaume ultraconservateur ». Cf. AFP, « Campagne anti-dissidents en Arabie saoudite : 20 arrestations », on *lorientlejour.com*, 13 septembre 2017 (<https://www.lorientlejour.com/article/1072410/campagne-antidissidents-en...>).

», on *Webdo.tn*, 19 novembre 2013 (<http://www.webdo.tn/2013/11/19/larabie-saoudite-premier-pays-utilisateur...>).

26 Cf. « L'Arabie saoudite détient le record du taux d'utilisation de *Twitter* dans le monde », on *Webdo.tn*, 19 novembre 2013 (<http://www.webdo.tn/2013/11/19/larabie-saoudite-premier-pays-utilisateur...>).

28 Cf. Benjamin Barthe, « En Arabie, le clan du roi fait taire la dissidence », on *Le Monde*, 13 septembre 2017 (<http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/09/13/en-arabie-saoudit...>).

28 Cf. AFP, « Arabie saoudite : répression et opération de charme du prince héritier », on *tsa-algerie.com*, 18 septembre 2017 (<https://www.tsa-algerie.com/arabie-saoudite-repression-et-operation-de-c...>).

29 Cf. AFP, « Campagne anti-dissidents en Arabie saoudite : 20 arrestations », on *lorientlejour.com*, 13 septembre 2017 (<https://www.lorientlejour.com/article/1072410/campagne-antidissidents-en...>).

30 Cf. François Burgat, « Salman Al-Awdah, le prédicateur saoudien qui défend les libertés individuelles », in *Le Monde*, 15-16 août 2017, p. 24 (<http://www.lemonde.fr/festival/article/2017/08/14/salman-al-awdah-le-pre...>).

31 Cf. Georges Malbrunot, « Le pouvoir saoudien renforce son autorité dans le royaume », in *Le Figaro*, 14 septembre 2017 (<http://premium.lefigaro.fr/international/2017/09/13/01003-20170913ARTFIG...>).

32 Cf. AFP, « Répression et opération de charme du Prince héritier », in *France Soir*, 18 septembre 2017 (<http://www.francesoir.fr/actualites-monde/repression-et-operation-de-cha...>).

33 Cf. PressTV, « Le régime saoudien fait appel à ses muftis pour empêcher une mobilisation populaire », in *Presstv.ir*, 15 septembre 2017 (<http://www.presstv.ir/DetailFr/2017/09/15/535206/Le-rgime-saoudien-fait-...>).

34 Cf. PressTV, « Le régime saoudien fait appel à ses muftis pour empêcher une mobilisation populaire », in *Presstv.ir*, 15 septembre 2017 (<http://www.presstv.ir/DetailFr/2017/09/15/535206/Le-rgime-saoudien-fait-...>).

35 Cf. « Arabie saoudite : l'heure zéro du mouvement du '15 septembre' a sonné. Le régime est en état d'alerte », on *AlManar*, 17 septembre 2017 (<https://french.almanar.com.lb/569732>).